



Au Collège des
Bourgmestre et Echevins

rue L. Marcelis, 134
1970 Wezembeek-Oppem

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

29.101/29.103/II/PN
AMC/RV

Monsieur le Bourgmestre,

En sa séance du 27 novembre 1997 , la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a examiné deux plaintes déposées contre le fait que le Magazine J, n° 1, de Wezembeek-Oppem contient des articles établis uniquement en français et que dans certains articles bilingues, la priorité est accordée aux français.

*
* *

Vous avez communiqué à la CPCL les renseignements suivants.

- En sa séance du 2 septembre 1996, le collège des bourgmestre et échevins a admis le principe que la firme IDJ à Woluwe-Saint-Pierre rédigerait gratuitement un journal pour les jeunes, dont l'éditeur responsable serait la commune. Le journal est destiné aux jeunes de 15 à 25 ans.
- La publication est diffusée par La Poste.
- Le rédacteur du journal n'a pas reçu les adresses des destinataires, tous les numéros ayant été envoyés par les soins du personnel communal;
- Les étiquettes avec les adresses ont été produites par le service de la Population, sur la base des données du fichier local.

Il ressort du magazine que le mot d'introduction du bourgmestre (pages 1 et 2) accorde la priorité au français. L'article concernant les cafés cyber est bilingue et accorde la priorité au néerlandais, mais les coordonnées de quelques cafés cyber ne sont données qu'en français (page 7). Deux articles ne sont repris qu'en français (pages 4, 5 et 8).

*
* *

Le Magazine J de Wezembeek-Oppem constitue un avis au public émanant d'un service local d'une commune périphérique; aux termes de l'article 24 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC), il doit être établi en néerlandais et en français.

Wezembeek-Oppem se trouvant en région de langue néerlandaise, le texte néerlandais doit précéder le texte français, soit de gauche à droite, soit de haut en bas.

La CPCL estime dès lors que la plainte est recevable et fondée sur les deux points.

Le présent avis est notifié à Monsieur J. Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, ainsi qu'aux plaignants.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de ma considération distinguée.

Le président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS